**ARRETE DE MISE EN CONGE DE MALADIE ORDINAIRE**

**D’UN AGENT IRCANTEC/CONTRACTUEL *(le cas échéant)***

**POUR CAUSE DE CORONAVIRUS « COVID 19 »**

Le Maire (ou le Président) de …………………………………… ;

*le cas échéant* Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

*le cas échéant* Vu le décret nº 88-145 du 15 février 1988 pris pour l’application de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 11 ;

Vu le certificat médical en date du …. délivré par le Docteur ….., prescrivant à M……… agent à temps …………….., un arrêt de travail de jours du ….. au ……… inclus, pour coronavirus « covid 19 » ;

Considérant que durant la période de 12 mois consécutifs précédent le présent congé de maladie, l’intéressé a bénéficié :

- du ………… au ……………….. : jours à ou

- du ………… au ……………….. : jours à ou

- du ………… au ……………….. : jours à ou

**ARRETE**

**Article 1er** : Madame / Monsieur ………………….. grade ……………………………… est placé(e) congé de maladie ordinaire pour cause de coronavirus « covid 19 » du ../../.… au ../../…. Inclus.

**Article 2 :** Durant cette période M…………….  percevra *(à compléter en fonction de la durée de service accomplis auprès de la collectivité cf fiche CMO COVID19 IRCANTEC précision pour les précisions des impacts sur la rémunération)* :

- l’intégralité du traitement du ../../…. au ../../…. et éventuellement l’intégralité du supplément familial.

- le demi-traitement du ../../…. au ../../…. et éventuellement l’intégralité du supplément familial.

- sans traitement du ../../…. au ../../….

**Article 3 :** Le jour de carence engendrant une retenue de 1/30ème sur la rémunération ne s’applique pas.

**Article 4 :** Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au Comptable de la collectivité.

Fait à ............................................. le ....................................

Le Maire (ou le Président)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, éventuellement au moyen d’une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :

***Les modèles sont présentés à titre indicatif. Ils ne sauraient être repris en l’état sans être adaptés.***